

Liberté Égalité Fraternité

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 23/09/2020 N°195

Le Gouvernement lance les contrats à impact, une forme inédite de partenariat à finalité sociale et environnementale

Olivia Grégoire, Secrétaire d'État à l'Économie sociale, solidaire et responsable, lance aujourd'hui le premier appel à projets sur des contrats à impact.

Résolument tourné vers l'innovation sociale et environnementale, le contrat à impact renouvelle profondément le financement de projets portés par les acteurs du monde de l'économie sociale et solidaire. Concrètement, la puissance publique lancera des appels à projets pour répondre à des besoins sociaux ou environnementaux qui ne sont pas ou mal pris en charge par l'État. Les projets sélectionnés seront financés par des investisseurs privés et/ou publics, que l'État remboursera en fonction des résultats obtenus selon des indicateurs fixés au préalable.

Avec ce dispositif, les porteurs de projet auront accès à de nouvelles sources de financement pour développer leur initiative à plus grande échelle. De son côté, l'Etat intéresse l'investisseur au regard du risque financier qu'il prend, en lui garantissant une rémunération en cas de succès du projet.

« Il est temps de mettre la finance au service de l'économie sociale et solidaire, explique Olivia Grégoire, Secrétaire d'État à l'Économie sociale, solidaire et responsable : il n'en va pas de la survie de l'ESS mais de sa capacité à dépasser ses frontières pour le bien commun. Ces acteurs de terrain ont une connaissance et une expertise uniques pour répondre à des problématiques locales et spécifiques ».

Chaque appel à projets concernera une politique publique spécifique. Ce premier appel à projets sur l'économie circulaire, porté par l'ADEME, vise à faire émerger des solutions innovantes pour le réemploi et la réduction des déchets et contre le gaspillage. Les candidats ont trois mois, du 24 septembre au 23 décembre 2020, pour déposer leur projet : https://www.economie.gouv.fr/contrat-impact

De nouveaux appels à projets seront lancés les prochains mois, notamment au Ministère du Travail sur l'inclusion dans l'emploi, ainsi qu'au Ministère de la Cohésion des territoires sur la lutte contre le sans-abrisme. Une enveloppe de 10 millions d'euros sera allouée à chaque appel à projets et répartie entre les projets lauréats, désignés par un comité d'experts.

« Grâce à cette forme inédite de partenariat à finalité sociale et environnementale, nous créons la première passerelle tangible entre une économie sociale et solidaire qui souhaite changer d'échelle et des investisseurs qui font le choix de la responsabilité, poursuit Olivia Grégoire. Je veux faire de ces passerelles la clé de voûte de mon ministère, dans une logique où l'économie sociale et solidaire n'est plus un prétexte de communication mais un véritable partenaire économique ».